

PROMOTION NUTRITIONNELLE ET SANITAIRE

« P.N.S. »

B.P. 302 MBANZA-NGUNGU

Tél. 00243 81 386 39 68 / 00243 89 737 73 15

E-mail : pnsongrdc@yahoo.fr

Province du Bas-Congo

République Démocratique du Congo

RAPPORT D'ACTIVITES

Période : 2010 – 2011

Janvier 2011

PLAN SOMMAIRE

0. INTRODUCTION.....	3
I. PRESENTATION DE L'ORGANISATION.....	3
II. LES ACTIVITES REALISEES PENDANT LA PERIODE 2010 A 2011.....	13
A. LES ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT.....	13
A.1. DOMAINE DE L'AGRICULTURE ET ELEVAGE.....	13
A.2. DOMAINE DE LA SANTE ET NUTRITION.....	17
A.E. DOMAINE DE LA FORMATION ET INSERTION SOCIO-PROFESIONNELLE	20
A.4. DOMAINE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.....	21
A.5. DOMAINE DE LA PRISE EN CHARGE AUX ORPHELINS ET AUTRES ENFANTS VULNERABLES (O.E.V.).....	22
A.6. DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT.....	23
A .7. DOMAINE DE LA JUSTICE, PAIX ET DEMOCRATIE	24
B. LES ACTIVITES DES ORGANES.....	27
C. LES MOYENS MIS EN ŒUVRE POUR REALISER CES ACTIVITES	27
CONCLUSION.....	29

0. INTRODUCTION

Au terme du plan d'action biennal 2010-2011, il est impérieux pour notre organisation de produire un rapport devant présenter les activités réalisées et décrire la manière dont elles l'ont été. C'est en fait le « thermomètre » d'une organisation.

Le présent document reprend les activités réalisées au cours des années 2010 et 2011 dans trois différents sites de notre rayon d'action. Il s'agit de NKOLO, NZUNDU et de la cité de MBANZA-NGUNGU. La restriction des sites ont été due aux contraintes budgétaires qui ne nous avaient pas permis d'être présent dans toute notre zone d'intervention.

Les activités retenues pour la période précitée avaient un caractère **explorateur**, dans ce sens qu'elles ont été réalisées pour analyser, diagnostiquer, susciter l'éveil de la conscience et de motiver la population cible en vue de déceler les principales causes qui sont à l'origine de leurs difficultés, lesquelles les empêchent d'améliorer la qualité de leur vie et d'aspirer à un avenir meilleur.

La faible production agricole, le manque des infrastructures de base adéquates, la mauvaise gestion de l'environnement, le niveau de revenu bas,... sont autant de problèmes qui menacent la quiétude de la population de notre rayon d'action.

Ainsi, le prochain plan d'action sera principalement consacré pour remédier aux maux cités ci-dessus ; ceci fin de répondre favorablement aux attentes de la population. C'est-à-dire, les activités à retenir devront être en rapport avec les questions saillantes ci-dessus énumérées.

Nous sommes d'avis que les partenaires financiers et techniques locaux, nationaux et internationaux ne manqueront pas de s'associer à l'ONG « P.N.S. », à travers divers appuis, pour qu'ensemble, nous puissions relever ce défi. Ceci pour l'intérêt majeur de la population du tiers-monde et de la République Démocratique du Congo en général et celle du Territoire de Mbanza-Ngungu en particulier.

L'EQUIPE EXECUTIVE

I. PRESENTATION DE L'ORGANISATION

1. Dénomination

PROMOTION NUTRITIONNELLE ET SANITAIRE / Asbl, en sigle « P.N.S./Asbl »

Type :

Organisation Non Gouvernementale de Développement ; Association sans but lucratif (Asbl).

Contact :

Siège social et Administratif :

Avenue Moanda n ° 1, quartier Loma, Cité de Mbanza-Ngungu, à ± 150 km de Kinshasa (capitale), Province du Bas-Congo, République Démocratique du Congo.

Téléphone (+243) 81 386 39 68 ; (+243) 89 737 7315

E-mail : pnsongrdc@yahoo.fr / gaston_nsau@yahoo.fr

Date de création : Le 27 Août 1997

Personne à contacter : Gaston NSAU NDONGALA, Secrétaire Général

2. Genèse

L'organisation « **PROMOTION NUTRITIONNELLE ET SANITAIRE / Asbl** », en sigle « **P.N.S. / Asbl** », est née suite aux multiples difficultés ressenties par la population de Mbanza-Ngungu et de ses environs, dans le domaine socio-économique, lesquelles avaient atteint un niveau sans précédent. Cette situation s'était aggravée au lendemain de la guerre de rébellion de l'année 1997, suite aux actes des pillages et de sabotage qui avaient émaillées ladite guerre.

L'équipe de bienfaiteurs de la place dénommée « **ORGANISATION D'ENTRAIDE MUTUELLE** », qui s'était transformé plus tard en une organisation non gouvernementale, l'actuelle « P.N.S. », constituée des hommes et des femmes de bienfaisance, qui à l'époque se limitait aux actions philanthropiques au profit des personnes vulnérables, particulièrement aux enfants en détresse, avait jugé opportun de diligenter au préalable une enquête sur la situation socio-économique qui prévalait, en vue d'identifier les besoins de la population et de mieux orienter l'aide.

A l'issue de cette enquête et au vu des résultats déplorables obtenus, faisant état de délabrement de la quasi-totalité des secteurs de la vie (médicale, alimentation, environnement, ...), **l'Equipe d'Entraide Mutuelle**, en sa qualité d'une petite organisation de bienfaisance et au vu de ses moyens limités, ne pouvait pas apporter des solutions à tous les problèmes. Ainsi, après débat et délibération, la majorité de membre avaient opté pour la transformation de cette structure en une organisation non gouvernementale de développement. Ceci dans le but de conjuguer les efforts avec d'autres partenaires locaux, nationaux œuvrant dans le domaine de développement, en partenariat avec les organisations internationales, afin de porter, tant soit peu, les solutions aux problèmes de cette population ; Car dit-on « *l'union fait la force* ».

Ainsi, en date du **27 Août 1997** fut créée l'Organisation Non Gouvernementale de Développement dénommée « **Promotion Nutritionnelle et Sanitaire / Asbl** », en sigle « **P.N.S./Asbl** » ; Une association sans but lucratif.

A sa création, les premières actions menées dans le cadre de la lutte contre les carences nutritionnelles et la sécurité alimentaire, notamment l'identification et la prise en charge des enfants malnutris dans la cité de Mbanza-Ngungu et ses environs, la fourniture de semences maraîchères et vivrières et des boutures améliorées de manioc, a marqué l'attention de l'autorité locale. Ce point fort nous a permis de prendre part à plusieurs forums de développement organisés par l'autorité politico-administrative et les ONGD.

Notre participation aux assises provinciales sur la politique agricole a permis à P.N.S. de signer un contrat de collaboration avec le gouvernorat et certaines organisations internationales de développement présentent dans la région.

Dans ce cadre, quelques activités ont été réalisées et soutenues financièrement et techniquement par les partenaires locaux et nationaux, entre autre, la diffusion à large échelle des boutures de manioc et semences vivrières dans le secteur de Boko, l'aménagement des sources d'eau de boisson, la réhabilitation des installations hygiéniques dans les écoles.

Le gouvernorat de la province du Bas-Congo, vu les résultats louables de nos actions, a parrainer l'ONGD auprès de certains organismes internationaux œuvrant dans la province (Unicef, PAM, CTB, FAO), avec qui nous avons eu à réaliser un certains nombre de micro-projets de manière directe et par sous-traitance.

A présent, l'expérience acquise dans la réalisation des activités dans différents domaines fait que P.N.S. répond toujours favorablement aux problèmes ressentis par la population de son rayon d'action. De ce fait, son souci majeur consiste en la **mise en place des stratégies qui s'attaquent simultanément aux causes et aux effets, afin d'aboutir à des solutions efficaces et durables**. C'est pourquoi, elle s'ouvre de plus en plus aux partenaires internationaux en vue de relever ce défi.

3. Organisation et fonctionnement

L'association est composée de trois organes :

a) L'Assemblée Générale :

L'Assemblée Générale est l'organe suprême de l'association. Elle est composée de tous les membres (initiateurs, effectifs, affiliés et sympathisants). Elle se réunit une fois l'an en session ordinaire sur convocation de son président, et en session extra-ordinaire sur demande de $\frac{3}{4}$ des membres ou du Conseil d'Administration.

b) Le Conseil d'Administration

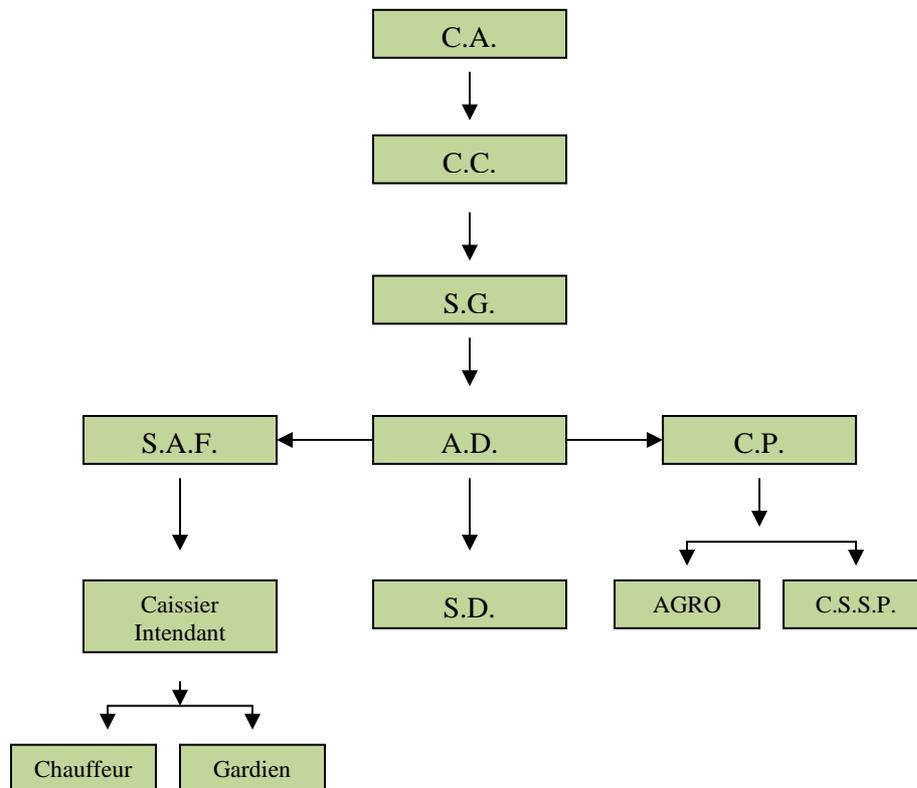
Le Conseil d'Administration est composé de 6 membres dont 5 élus parmi les membres de l'association. Le Secrétaire Général est le membre ex-officio. Les réunions sont présidées par son Président ou le Vice-Président en cas d'empêchement.

c) La Commission de Contrôle

C'est l'organe d'audit interne qui a pour mission essentielle la vérification et le suivi de la situation budgétaire, comptable, financière et des activités de l'association. Il est composé de trois membres élus par l'A.G.

Equipe Exécutive :

L'équipe exécutive n'est pas un organe, elle constitue l'ensemble de membre du personnel de P.N.S.

OrganigrammeLégende :

A.G. : Assemblée Générale

C.A. : Conseil d'Administration

C.C. : Commission de Contrôle

S.G. : Secrétariat Général

A.D. : Assistant de Direction

SAF : Service Administratif et Financier

C.P. : Chargé des programmes et projets

S.D. : Secrétariat de Direction

AGRO : Agronome

C.D. : Chargé de Soins de Santé Primaire

4. Objectifs institutionnels

a) Objectifs globaux

- Promouvoir et rendre les soins de santé primaires (SSP) accessibles à tous, en apportant l'appui technique et matériel aux institutions sanitaires, particulièrement celles œuvrant en milieux ruraux, par l'appui en matériels et médicaments, le renforcement des compétences des agents de santé et la prise en charge de certaines pathologies infantiles ;
- Stimuler et accompagner les efforts de la population afin d'aboutir à une autoprise en charge (autosuffisance alimentaire, financière,...), en exploitant positivement les opportunités que présentent les différents secteurs de développement.
- Eduquer et sensibiliser la population, particulièrement la femme, en vue de lutter et prévenir les maladies pandémiques, endémiques, hydriques, nutritionnelles et de toute autre nature.
- Promouvoir les actions et les comportements qui visent la bonne gouvernance, la consolidation de la paix et de la justice, la promotion et la défense des droits de l'homme, en particulier de la femme et de l'enfant et la protection des minorités vulnérables.

b) Objectifs spécifiques

Pour atteindre les objectifs globaux ci-dessous, la P.N.S. s'est assignée comme objectifs spécifiques :

- Promouvoir la santé de la reproduction par l'appui et la création de maternité et le renforcement des compétences du personnel y afférents en vue d'atténuer le taux de mortalité infantile et maternelle.
- Combattre et prévenir la malnutrition par la vulgarisation des techniques culinaires, des principes fondamentaux de la santé par les biais des organisations structurées et informelles (communautés religieuses, écoles, groupement des jeunes,...) et par la création des centres de récupération des enfants sévèrement atteints par la malnutrition ;

- Stimuler et accompagner la population, les organisations paysannes et d'autres structures organisées, à mener des analyses en vue de trouver des solutions endogènes et durables aux problèmes spécifiques de leur milieu ;
- Accompagner les organisations paysannes dans la conception, l'exécution et l'évaluation des projets de développement.
- Accompagner et appuyer les filières agricoles et l'élevage dans la perspective de lutter et de prévenir l'insécurité alimentaire ;
- Promouvoir les activités socio-économiques et l'entrepreneuriat en faveur de la population et de la femme en particulier, en vue de sa promotion et de son autonomisation.
- Réaliser les actions d'aménagement, d'assainissement et de protection de l'environnement et de l'écosystème;
- Promouvoir et accompagner la diffusion et la vulgarisation de technologies appropriées ;
- Apporter l'assistance humanitaire aux déplacés, aux réfugiés et aux victimes des catastrophes naturelles.
- Stimuler et encourager la jeunesse féminine, les filles-mères et les mamans d'accéder à l'éducation formelle ou informelle, en vue de leur réinsertion socio-économique, car dit-on « *éduquer une femme, c'est éduquer toute la nation* » ;
- Monter et diffuser des supports médiatiques (bande vidéo, compact disc, feuillets, boîte à image,...) et réaliser des émissions radio-TV sur la thématique de développement durable et de la santé ;
- Promouvoir l'égalité de sexe, les droits de l'homme, le maintien de la paix et la justice et la gestion sérieuse de la chose publique ;
- Lutter contre la prolifération et l'utilisation abusive des armes légères au détriment de la population.

- Encadrer et accompagner les enfants orphelins et vulnérables de toute catégorie.

4. Finalité

Améliorer la qualité de vie de la population rurale et infra-urbaine, particulièrement de la femme, en mettant en exergue les opportunités endogènes disponibles dans les domaines social, économique, politique, culturel et environnemental.

5. Domaines d'intervention

a) L'Agriculture

- La Sécurité alimentaire

b) La santé

- Soins de santé primaire
- Lutte contre la malnutrition
- Promotion de la santé de reproduction
- Promotion et valorisation des plantes médicinales africaines

c) La protection de l'environnement et l'écosystème

- L'eau
- L'assainissement
- Le reboisement

d) Le Développement économique

- L'appui à l'entreprenariat rural et féminin
- L'insertion et la réinsertion économique
- La micro-finance

e) La Formation professionnelle

- L'insertion socio-professionnelle

f) La Technologie appropriée

- La Transformation et conservation des produits locaux nutritifs

g) L'Assistance humanitaire et l'aide d'urgence

- L'enfance, et les minorités vulnérables

h) La promotion et la défense des droits de l'homme

- La paix, la Justice et la Démocratie
- La Résolution Pacifique des Conflits
- La Lutte contre le trafic et l'utilisation abusive des armes à feu et blanches
- La Lutte contre l'esclavagisme contemporain
- La promotion du genre et des minorités
- La promotion et protection du peuple autochtone.

6. Rayon d'action

Les actions de PNS s'étendent dans la province du Bas-Congo, particulièrement dans le Territoire de Mbanza-Ngungu.

7. Groupes cibles

La population rurale et infra-urbaines démunies et marginalisées constitue les groupes cibles de P.N.S. Il s'agit notamment de :

- Ménages agricoles,
- Femmes, hommes, jeunes et filles-mères désœuvrés,
- Les minorités délaissées (les non ayants droits foncier, les personnes de 3è âge, ...),
- Les enfants vulnérables (malnutris, enfant de la rue, orphelin, prisonniers,...),
- Le couple mère-enfant.

8. Les partenaires

8.1. Les partenaires locaux

Ce sont des organisations locales œuvrant dans le secteur de développement, avec qui P.N.S. entretienne des relations de collaboration, de partenariat et d'échange d'expériences. Il s'agit de : AVOLAR, GIVAC, CEPROMAD, APDS, SCAD, centre de recherches agronomiques de INERA M'vuazi, Gouvernorat du Bas-Congo, les Services étatiques.

8.2. Les partenaires financiers et techniques

Il s'agit des organisations locales, nationales et internationales qui ont eu à soutenir financièrement et/ou techniquement la réalisation de nos activités, de manière directe ou par

sous-traitance : FAO/RDC, Gouvernorat du Bas-Congo, UNICEF/RDCongo, PAM, les services étatiques.

8.3. Les Réseaux

L'ONGD « P.N.S. » est membre de plusieurs réseaux nationaux et internationaux.

a) Au niveau national

Réseau Sécurité Alimentaire et Protection de l'Ecosystème (Réseau SAPE),
Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et Justice (R.R.S.S.J.)

b) Au niveau international

- Réseau Africain Francophone sur les Armes Légères (RAFAL/GRIP Belgique),
- Réseau International Action Network on Small Arms (Réseau IANSA/ Londres)
- Réseau des Organisations Féminines d'Afrique Francophone/Togo (en cours de négociation)
- Fonds Mondial Contre la Faim
- Registre des Citoyens du Monde

9. Stratégies d'intervention

L'intervention, celle-ci consiste à analyser, identifier et à trouver les pistes de solutions pour les problèmes de développement constitue la raison d'être de P.N.S.

Pour y parvenir, deux approches sont retenues :

a) L'approche systémique

Approche qui prend en compte toutes les relations d'interdépendance ainsi que les rapports d'intérêts et de force du milieu dans lequel on intervient.

b) L'approche accompagnement

Qui consiste à impliquer les bénéficiaires, de l'analyse du problème à la réalisation du projet, en passant par son élaboration. L'équipe de PNS se met aux côtés des bénéficiaires afin de réaliser ensemble le projet mené dans leur milieu.

10. Moyens

a) Moyen humain

Hormis les membres des organes, l'équipe exécutive de P.N.S. est composée de :

- L'Assemblée Général (les membres)
- Le Conseil d'Administration
- L'Equipe Exécutive

b) Moyen matériel

Disponibiliter de quelques matériels et équipements pour la réalisation de nos projets et programmes.

c) Moyen financier

Hormis la participation locale de l'ONGD et des bénéficiaires à la base, l'ONG « P.N.S. » réalise ses activités avec l'appui des bailleurs de fonds au niveau local, national et international.

II. LES ACTIVITES REALISEES PENDANT LA PERIODE 2010 A 2011

A. LES ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT

A.1. DOMAINE DE L'AGRICULTURE ET ELEVAGE

1. Atelier sur le renforcement de la production agricole et la sécurité alimentaire

L'agriculture et la sécurité alimentaire, un des objectifs du millénaire pour le développement (OMD), constitue un secteur très important. C'est dans ce cadre et conformément à notre politique de promouvoir l'agropastoral pour rendre disponible un repas en qualité et quantité suffisante à tous, l'ONG « P.N.S. », avec l'appui de la FAO et du Gouvernement provincial, avait organisé au mois de juin 2011, une rencontre qui avait réuni les acteurs agricoles et les éleveurs. Il s'agit particulièrement de la population paysanne (qui vive de l'agriculture et de l'élevage), des agri-multiplicateurs, des producteurs agricoles, des ayants droits fonciers, les services étatiques chargé de l'agriculture et du développement rural ainsi que les ONGD œuvrant dans le secteur agricole. Cette rencontre de 3 jours tenue à NKOLO avait regroupé 65 personnes. Le site de Nkolo a été retenu pour son statut de l'un des greniers important du

Territoire de Mbanza-Ngungu en matière de production de semences et des géniteurs des bestiaux.

« **Quelles stratégies pour aboutir à une réelle sécurité alimentaire dans la Territoire de Mbanza-Ngungu** » est le thème qui fut débattu. L'objectif poursuivi par cette activité est d'étudier les possibilités d'assurer la permanence et la disponibilité des semences vivrières et maraîchères ainsi que les géniteurs de petit bétail auprès des ménages agricoles de la contrée de NKOLO et la cité de Mbanza-Ngungu.

Après débat et délibération, il a été décidé d'une part, l'implantation d'une unité de production, de multiplication, de traitement et de distribution de semences dans la cité de Nkolo. Car, l'opérationnalité de cette unité permettra de rendre les semences de qualité disponible auprès des agriculteurs, d'assurer l'encadrement technique en vue d'aboutir à l'augmentation de la production.

De l'autre part, de mettre en place une ferme parentale qui aura pour objectif la production des géniteurs de petit bétail.



Elevage de porc pratiqué par un paysan de la contrée de NKOLO



Champ de multiplication d'arachide JL 24 au village SADI/Nkolo

2. Identification des maraîchers de la Cité de Mbanza-Ngungu et de ses environs

La Cité de Mbanza-Ngungu et ses environs sont caractérisés par les activités maraîchères. Ceci est l'impact du travail abattu par la Coopération Française qui, vers les années 1985 avait initié et accompagné la population dans ce domaine.

Actuellement, il y a plusieurs personnes et organisations locales qui évoluent dans ce secteur. Malheureusement, ils sont butés devant plusieurs problèmes, notamment le manque d'encadrement technique, les difficultés en approvisionnement intrants maraîchers de qualité et au prix abordable, le non aménagement des terrains, les inondations,...

L'objectif de cette activité consiste à d'identifier 15 organisations paysannes de la cité de Mbanza-Ngungu et ses environs, œuvrant dans le secteur maraîcher, en vue d'étudier les possibilités d'un partenariat durable dans les domaines d'appui-conseil et d'accompagnement pour renforcer leur production et augmenter leur revenu.

Au vu de leur production importante et aux difficultés évoquées ci-dessus, ensemble, nous avons tenu un atelier dont la finalité fut la recherche des voies et moyens pour appuyer et accompagner ces maraîchers.

Pour cette première phase, l'identification s'est focalisée aux organisations paysannes œuvrant dans les sites de LOMA et ZAMBA. Ainsi, les résultats se présentent de la manière suivante :

Tableau n° 1 : Liste de maraîchers par sites

N°	SITES	ORGANISATIONS	NOMBRE DE MARAICHERS			TOTAL
		PAYSANNES	Hommes	Femmes	Jeunes	
1	Vallée de Loma	8	428	223	132	783
2	Vallée de Zamba	5	123	68	52	243
	TOTAL 2 SITES	13	551	291	184	1026

Conclusions

Afin de remédier aux problèmes des maraîchers de la cité de Mbanza-Ngungu et d'environs, l'assemblée avait formulé les propositions ci-après et qui feront l'objet des micro-projets spécifiques :

- Mettre en place un magasin communautaire d'intrants agricoles et semences
- Former les maraîchers sur les nouvelles techniques
- Assurer l'aménagement des périmètres maraîchers en vue d'éviter les inondations.



Culture de ciboule dans la vallée de Loma



Culture du chou pommé à KIMAZA (à 20 km de Mbanza-Ngungu)

3. Atelier sur la problématique de l'apiculture dans la contrée de NZUNDU

La contrée de NZUNDU regorge de plusieurs apiculteurs formés vers les années 1983 dans le cadre du projet « Promotion de l'Agriculture et l'Apiculture » en sigle « P.A.A. ». Dès lors, cette technique s'est transmise au fil de temps, du père au fils, de l'aîné au cadet, bref d'une génération à une autre. Néanmoins, ces apiculteurs éprouvent d'énormes difficultés sur le plan matériels et équipements de travail, insuffisance des connaissances, techniques traditionnelles et cela influe sur la productivité.

Pour remédier à cette situation, il a été organisé dans la contrée de NZUNDU une rencontre qui a mis autour d'une table les anciens apiculteurs formés par l'Armée du Salut et les nouveaux. En outre, deux Ingénieurs Techniciens, experts dans ce domaine avaient dirigé la séance et 28 participants avaient pris part à ces assises.

L'objectif était de mener une analyse du secteur mellifère dans la contrée de NZUNDU afin de dégager les causes qui empêchent son épanouissement dans le milieu, dans la perspective de diversifier les sources de revenu et de détourner la population aux activités qui nuisent à l'environnement (fabrication de braise, feux de brousse, abattage illégal d'arbre, agriculture par brulis,...).

Les causes du non épanouissement de l'apiculture dans cette contrée sont : l'utilisation des techniques et matériels rudimentaires, le manque des points de vente appropriés de la production.

A l'issue de cette rencontre, quelques recommandations et propositions ont été formulées :

- Assurer la mise à niveau des apiculteurs;
- Encourager la formation des femmes en apiculture,
- Faciliter l'acquisition des matériels apicoles aux formés,
- Mettre en place les points de vente des produits mellifères.

A.2. DOMAINE DE LA SANTE ET NUTRITION

Les activités réalisées dans ce domaine sont : *l'organisation d'un atelier sur l'état de lieu des institutions de santé existantes dans la contrée de Nkolo et la prise en charge des enfants malnutris.*

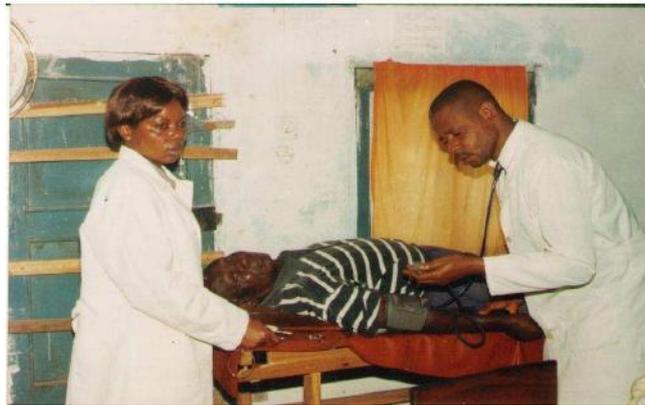
1. Atelier sur l'état de lieu des institutions de santé existantes dans la contrée de Nkolo

Dans la contrée de Nkolo, le problème d'accès aux soins de santé primaire se pose avec acuité. La population qui, au regard de ses moyens modiques, fréquentait les structures sanitaires pour les soins médicaux, ceci grâce à la présence d'un certain nombre de centres de santé organisés par les privés, qui suppléait à la défaillance qu'éprouvait le pouvoir public dans ce domaine. C'est vers les années 2005 que ce secteur commença à sombrer ; et l'on assiste à présent à la fermeture d'au moins 80 % des structures sanitaires. Et les conséquences sont légions. C'est pourquoi, l'ONG « P.N.S. » qui œuvre dans la contrée s'était intéressée à cette question. A cet effet, un atelier de réflexion qui avait réuni les promoteurs desdits centres de santé, la Zone de Santé Rurale et les bénéficiaires était organisé.

L'objectif poursuivi est de mener une étude sur la précarité de la situation sanitaire dans la contrée de Nkolo en vue d'identifier les causes de la fermeture de la quasi-totalité des structures de santé.

Cet atelier de 3 jours tenu à NKOLO avait regroupé 35 personnes. Il a été constaté que sur les 18 centres de santé privés disséminés dans la contrée, seuls 5 étaient encore opérationnels, mais avec beaucoup de difficultés, et les 15 autres avaient complètement fermé.

Les causes sont principalement les difficultés d'approvisionnement en médicaments de qualité et à meilleur prix, l'abstinence de la part des agents de santé qualifiés de prester en milieux ruraux, le non paiement des factures pour les soins administrés à crédit aux malades dépourvu des moyens financiers lors du traitement, les insuffisances dans la gestion administrative et financière des promoteurs.



Administration des soins médicaux à un malade au poste de santé de SADI, dans la contrée de NKOLO

Les conclusions

Au vu de ces causes et sur base des critères d'accessibilité aux centres de santé encore opérationnels, de l'importance du rayon à couvrir et de l'éloignement desdits centres par rapport à la résidence du malade, l'assemblée avait jugé utile que huit (8) centres de santé soient réhabilités en vue d'assurer la sécurité sanitaire de la population de la contrée de Nkolo. Pour plus de sécurité et de garantie, la population de Nkolo recommande à ce que l'ONG « P.N.S. » organise elle-même le secteur de santé dans cette partie de la région par la réhabilitation et la gestion quotidienne de ces huit structures médicales.

Aussi, appuyer et accompagner les cinq centres de santé encore opérationnels en vue de les redynamiser.

Toutefois, la population qui est d'office membre de l'assemblée de ces centres, organisé au sein du Comité de Santé (COSA) prendront par active à la gestion des ces entités.

Tableau n° 2 : Villages qui abriteront les huit centres de santé

N°	Nom des villages	Nombre des villages à desservir	Moyenne de personne à prendre en charge
01	SADI	12	1200
02	MAYANGA	8	800
03	KINDINGA	5	500
04	TOBA	9	900
05	MAKUTA	7	700
06	KIMBELE	5	500
07	KINZAMBI	4	400
08	BUBULU	6	600
	TOTAL	56	5600

2. La prise en charge des enfants malnutris

La contrée de Nkolo regorge quelques cas de malnutrition. Ainsi, l'objectif est d'animer 15 sessions de formation au bénéfice de 500 femmes et filles-mères de la contrée de Nkolo sur la technique culinaire, le diététique et enfin réhabilité les 55 cas de malnutrition identifiés.

Les 12 séances de sensibilisation et de conscientisation réalisée dans cette partie du territoire ont permis d'atténuer leur nombre. Néanmoins, quelques 53 cas isolés avaient été identifiés. Ces enfants dont l'âge varie entre 2 à 8 ans avaient été soumis à un traitement médico-alimentaire en vue de leur réhabilitation.

Le Service de Nutrition de P.N.S. a mis 3 mois pour leur réhabilitation et tous ont recouvert leur santé.

En outre, les séances de formation sur la technique culinaire et la diététique avaient été organisées au bénéfice de plus de 386 femmes et filles-mères de la contrée. Ceci afin de

mettre à la disposition des enfants les repas équilibrés, l'un des moyens efficace pour réduire sensiblement le taux de la malnutrition infantile dans cette région.



Enfants malnutris en cours de réhabilitation

A.3. DOMAINE DE LA FORMATION ET INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE

1. L'éducation et la formation professionnelle des femmes et filles-mères chefs de ménage

L'éducation est la base de tout épanouissement socio-professionnel de l'homme. Néanmoins, dans plusieurs milieux infra-urbains, particulièrement dans les cités de LUKALA, MBANZA-NGUNGU et SELE où il y a une prolifération des femmes et des filles-mères, chefs de ménage (veuves, divorcés,...) ne connaissant aucun métier, et pourtant elles ont la charge sociale de leurs enfants.

Plusieurs contacts ont été pris avec ces dernières qui ont abouti à l'identification de 60 personnes devant bénéficier d'une formation dans trois domaines précis. Il s'agit de la coupe-couture, l'informatique et l'esthétique.

L'objectif était d'identifier 60 femmes et filles-mères, chefs de ménage sans emploi, habitant les cités de Lukala, Mbanza-Ngungu et de Sele, afin qu'elles bénéficient d'une formation professionnelle pour assurer et garantir leur auto-prise en charge et une indépendance économique.

Quant à ce qui concerne leur formation, il existe déjà des centres qui assurent une formation de qualité et les formées y seront inscrites régulièrement. Les frais de formation seront supportés par l'O.N.G. « P.N.S. » à concurrence de 80 %. Le reste constituera en fait la contribution locale du bénéficiaire (soit 20 %).

A.4. DOMAINE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

1. Appui à la micro-entreprise féminine

L'entrepreneuriat féminin connaît beaucoup de problèmes de fonctionnement et de gestion. Cela est pire encore dans les milieux ruraux. Les femmes productrices de la chikwangué dans la contrée de Nkolo ne sont pas épargnées de cette situation. Le fonds de roulement, les équipements et les matériels font défaut, ceci au détriment de la qualité du produit et de l'épanouissement de la micro-entreprise. Ainsi, sur base d'un critère, P.N.S. avait sélectionné 200 femmes vivant du métier de la transformation du manioc en chikwangué, dont 100 dans la contrée de NKOLO et 100 autres la cité de Mbanza-Ngungu et ses environs en vue d'un appui-accompagnement.

L'objectif est d'identifier et accompagner 250 femmes productrices de chikwangué dans la cité de Mbanza-Ngungu et la contrée de Nkolo en vue de promouvoir l'entrepreneuriat féminin.

Dans le souci de promouvoir ces micro-entreprises, de l'autonomisation et de l'insertion socio-économique de cette catégorie de femme, un plan d'acquisition et de distribution des intrants nécessaires a été établi pour la cause. Ceci fera l'objet d'un micro-projet qui sera soumis auprès des bailleurs potentiels en vue de soutenir cette activité, qui est une source sûre de revenu pour la femme.



Femme productrice de chikwangué en cours du processus de fabrication

A.5. DOMAINE DE LA PRISE EN CHARGE AUX ORPHELINS ET AUTRES ENFANTS VULNERABLES (O.E.V.)

Dans le cadre de cette activité, nous avons soutenu au total 152 enfants orphelins et autres vulnérables qui ont été retenus et qui ont bénéficié des différents services comme l'indique le tableau ci-dessous.

L'objectif est d'assurer l'appui, l'encadrement et la formation scolaire et professionnelle de 150 enfants orphelins et autres vulnérables dans la cité de Mbanza-Ngungu.

Après leur affectation les uns et les autres dans les établissements scolaires et de formation professionnelle, certains enfants qui ne manifestaient pas assez d'intérêt d'apprendre avaient désisté tout au cours de l'année. En effet, jusqu'en Mai 2011, il ne restait que 136 enfants, lesquels ont été soutenus et accompagnés jusqu'en fin décembre.

Tableau n° 3 :

Différents services rendus au bénéfice des orphelins et autres vulnérables.

N°	Services rendus	Nombre de bénéficiaires
01	Soins de santé primaire	87 OEV ont bénéficié des soins de santé primaire
02	Appui et accompagnement à la scolarité	100 OEV ont bénéficié de l'assistance scolaire
03	Soutien psychologique	23 OEV ont été bénéficié d'un soutien psychologique.
04	Insertion professionnelle	36 OEV ont été inscrit dans cinq ateliers de formation professionnelle.
05	Accompagnement alimentaire	56 ménages ont bénéficié l'accompagnement alimentaire

N.B. : Plusieurs dizaines des enfants orphelins sont encore dans nos listes d'attente et espèrent bénéficier d'un soutien de la part de P.N.S, est-il que les contraintes budgétaires ne nous permettent pas de prendre tout le monde en charge.

A.6. DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT

1. Identification des sources d'eau et puits à aménager

«L'eau c'est la vie » dit-on, mais aussi « l'eau c'est la mort ». Ce bien qui est très capital pour la vie de l'homme constitue un danger permanent lorsqu'elle n'est pas potable. C'est ce qui est vécu par la population de la contrée de NKOLO. Dans ce milieu, l'eau potable est presque inexistante. Cette région dont les $\frac{3}{4}$ des terres sont occupées par les bœufs (propriété des entreprises agro-pastorales), sa population est victime de souillure des eaux. En fait, la population et les bœufs consomment de fois la même eau, ceci par manque des sources et puits aménagés. Aussi, les excréments de ces bétails se déversent dans la rivière lors des pluies et des inondations. Cette situation est à la base de plusieurs maladies d'origine hydrique, surtout chez les enfants.

L'objectif est d'identifier dans la contrée de Nkolo 50 points d'eau devant être aménagés dans un avenir proche en vue de réduire plus sensiblement les maladies d'origine hydrique.

Pour y remédier, P.NS. en collaboration avec la population de cette contrée, a identifié les sources et puis susceptibles d'être aménagés en vue de mettre à la disposition de celle-ci une eau de qualité.

Ainsi, 30 sources et 11 puits ont été retenus et les travaux d'aménagement débuteront dès que les moyens nécessaires seront disponibles. L'aménagement de ces points d'eau permettra de desservir au moins 5.000 personnes dans la contrée de Nkolo.



L'eau d'une source non aménagée utilisée pour la lessive et la consommation humaine



Modèle de pompe manuelle à installer dans les villages n'ayant pas des sources ni puits d'eau à aménager

2. Mise en place d'une pépinière dans cinq sites à NKOLO

Le déboisement, le feu de brousse sont autant des activités qui sont pratiqués dans la contrée de Nkolo, au détriment de l'environnement et de l'écosystème. Ainsi, pour se mettre à l'abri des conséquences dues à la déforestation, il s'avère impérieux de promouvoir l'agroforesterie dans cette contrée. Ceci dans l'objectif de restaurer l'environnement et de lutter aux changements climatiques.

A cet effet, cinq sites ont été identifiés. L'objectif est d'identifier 5 sites dans la contrée de Nkolo devant abriter une pépinière capable de produire 5000 plants de diverses spéculations.

Les cinq sites qui abriteront les pépinières sont :

- Village SADI
- Village MAYANGA
- Cité de Nkolo
- Village YABI
- Village MAKUTA

A .7. DOMAINE DE LA JUSTICE, PAIX ET DEMOCRATIE

1. Session de sensibilisation sur les élections

L'élection reste à ce 21^{ème} siècle, le seul moyen d'obtention du pouvoir. C'est-à-dire, le peuple en tant que souverain primaire, devra choisir ses dirigeants par voix élective. C'est l'un des principes de la démocratie. Or, il se fait que dans le Territoire de Mbanza-Ngungu en général et dans la contrée de NKOLO en particulier, la démarche électorale ne semble pas être bien maîtrisé par la population constituée d'au moins de 2/3 d'analphabètes.

L'objectif poursuivit par l'activité est celui de former et informer 80 leaders paysans (délégués des villages) de la contrée de Nkolo sur les élections et vulgarises les connaissances acquises à la base.

Une session de formation et de sensibilisation en faveur de cette population, les femmes en particulier, a été organisée. Cette rencontre avait regroupé 65 délégués des villages dont 42 femmes et 23 hommes. Les principes de la démocratie, les élections sont les thèmes qui ont été développés.

Grâce à cette activité, la population de la contrée de Nkolo a pu participer massivement aux élections couplées (présidentielle et législative), qui ont eu lieu en RDC au mois de décembre 2011.

2. La lutte contre les travaux des enfants (sortes d'esclavagismes contemporains)

L'abolition de l'esclavagisme déclaré par les Nations Unies à présent changé de visage. Dans le Territoire de Mbanza-Ngungu, il est fréquent de rencontrer dans les sites agricoles et dans les carrières où le besoin en main d'œuvre est abondante, les enfants, particulièrement les vulnérables (enfants orphelins, les enfants de la rue, les enfants désœuvrés,...) au service des opérateurs agricoles, miniers et autres. Ces enfants utilisés abusivement pour des travaux lourds, ne sont pas par contre rémunérés conformément aux tâches réalisés.

Ainsi, une session de sensibilisation a été organisée, en collaboration avec ces opérateurs, les autorités étatiques et la population de la cité de Mbanza-Ngungu, en vue d'éradiquer cette pratique qui est une violation pure et simple des droits de l'enfant.

L'objectif est de lutter contre l'utilisation de la main d'œuvre des enfants désœuvrés pour les travaux lourds dans des chantiers agricoles et les carrières par l'animation de deux sessions de sensibilisation et de 10 émissions radiodiffusions.

A présent, dans les sites agricoles et dans les carrières de sable, moellon et caillasse, on remarque de moins en moins la présence des enfants exposés aux travaux lourds.

L'autorité politico-administrative qui a été impliquée dans cette activité, pèse également de son poids pour que les opérateurs engagent la main d'œuvre, conformément à la loi en vigueur en la matière, pour la réalisation de leurs travaux.

3. La lutte contre la détention et l'utilisation abusives des armes de guerre, de chasse et légère (blanches).

Depuis quelques années, la République Démocratique du Congo, particulièrement à l'Est du pays, connaît des tumultes militaires de la part des groupes armés. Ceux-ci détiennent

illégalement les armes aux fins de piller, violer et tuer les populations. Cela a ainsi créé une psychose qui a ensuite emballé presque tout le territoire national, à tel enseigne que, même la population des régions non victimes par ses actes sont présentement septiques devant toute arme (arme de guerre, légère ou blanche). C'est pourquoi, la P.N.S. a organisé une session de sensibilisation en faveur de 134 jeunes sans occupations, manifestant le désir de s'adonner au phénomène dite « KULUNA ». Ledit phénomène consiste à utiliser abusivement les armes blanches (machettes, morceau de verre, et tout autre objet tranchant) pour violer, voler et piller et dans le cas extrême, porter atteinte à la vie des paisibles citoyens, comme cela se passe à la capitale (Kinshasa) et dans d'autres grandes agglomérations.

Lutter contre l'utilisation abusive des armes à feu et des armes blanches par l'organisation de deux (2) sessions de sensibilisation et l'orientation de la jeunesse vers les activités responsables et de la prise de conscience des forgerons (fabriquant des armes à feu) et chasseurs.

Les chasseurs et les forgerons, en ce qui les concerne, ont également participé à un atelier sur « **les conséquences dues à la fabrication et au port de l'arme à feu** ». Les conséquences sur le plan sécuritaire et environnemental ont été démontrées.

A l'issue de ces ateliers, un autre de 4 jours qui avait connu la participation de 35 personnes, notamment les autorités politico-administratives, policières, militaires, les représentants des forgerons, les chefs de groupement et des villages avait été organisé. « **Quelles stratégies pour prévenir le phénomène dit « KULUNA » et lutter contre la fabrication et le port illégaux d'armes à feux** » fut le thème abordé lors de cet atelier dans le Territoire de Mbanza-Ngungu.

L'objectif était d'une part, de réfléchir sur les mesures préventives et les activités à réaliser qui doivent en premier lieu impliquer la jeunesse abandonnée, car elle constitue une bombe à retardement si aucune disposition n'est prise dès à présent. Et d'autre part, d'étudier les mécanismes à mettre en place pour que l'autorité compétente interdise la fabrication et le port d'arme à feux.

A l'issue de celui-ci, il s'est dégagé des grandes lignes ci-dessous, coulées en terme de recommandation :

- La P.N.S., en collaboration avec le service étatique des « Affaires Sociales » et les associations œuvrant dans le domaine, devra élaborer un projet qui portera sur l'encadrement et l'accompagnement de la jeunesse abandonnée.
- Envisager la création d'un centre multi-disciplinaire de récupération et d'insertion socioprofessionnelle de la jeunesse délaissée.

B. LES ACTIVITES DES ORGANES

1. Assemblée Générale

Au cours de la période de 2010 à 2011, la P.N.S. avait organisé deux réunions de l'Assemblée générale. Outre l'évaluation des activités et l'analyse du rapport financier et du rapport moral présenté par le Secrétaire Général, les dossiers relatifs à l'élaboration du plan d'action triennal 2012-2014, à la recherche de financements auprès des partenaires internationaux et à l'acquisition d'un nouveau bureau ont été débattus.

2. Conseil d'administration

Quatre réunions du Conseil d'Administration ont été tenues, conformément aux statuts de l'institution.

3. Réseaux et concertation

Dans ce domaine, il y a eu des contacts permanents (par mail) avec les réseaux IANSA, RAFAL, RECIM au niveau international. Au niveau national et local, P.N.S a participé à 8 réunions organisées par les différents réseaux dans lesquels nous sommes membre.

C. LES MOYENS MIS EN ŒUVRE POUR REALISER CES ACTIVITES

1. Moyen humain

25 membres de l'Assemblée Générale, un personnel composé de 7 agents et les bénéficiaires à la base sont constituent le capital humain qui s'était investi efficacement pour la réalisation des activités.

2. Moyen matériel

- 1 local pour bureau
- 2 Motos, dont 1 pris en location
- 2 ordinateurs
- 1 ordinateur
- Fournitures de bureau
- Petits matériels de bureau

3. Moyen financier

L'ONG « P.N.S. » a fonctionné durant la période de 2010 à 2011 grâce aux subventions du Gouvernorat de la province du Bas-Congo, de la FAO/RDC, de l'UNICEF/RDC et l'apport local considérable de l'organisation et des partenaires à la base.

Toutes les recettes ont été évaluées à 30.000 \$ US.

